

Le Parlement a adopté, dans la nuit de samedi à dimanche, le projet de loi d'urgence sanitaire. Cette loi indigente quant aux mesures élémentaires de santé publique n'est en réalité qu'un prétexte pour continuer le démantèlement du code du travail et exposer des milliers de travailleurEs à un danger mortel pour garantir les profits.

### **Un crime sanitaire prémédité**

Le gouvernement voudrait nous faire croire que nous serions entrés en guerre contre un « ennemi invisible ». Mais les causes qui ont permis la propagation du CoVid-19 sont, elles, bien identifiables. Le gouvernement Macron, tout comme ses prédécesseurs depuis des décennies, a multiplié les politiques d'austérité, faisant des services publics des variables d'ajustement économique, en sacrifiant moyens matériels et humains sur l'autel des réductions budgétaires. Les raisons du confinement sont donc davantage à chercher dans la vacuité du système de santé public, devenu incapable d'absorber le nombre croissant de malades, de les soigner dignement. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, assume dans cette logique que le tri des patientEs est une option qu'il ne faut pas exclure.

### **Une crise sanitaire sur fond de guerre de classe**

Contrairement aux déclarations hypocrites d'Emmanuel Macron sur l'éloge de l'État providence, la remise en cause du libéralisme ou encore les nationalisations préconisées par le Medef, la crise du coronavirus a considérablement intensifié la guerre de classe contre les milieux populaires. Édouard Philippe a d'ailleurs précisé qu'il était hors de question d'interdire les licenciements, et la loi d'urgence sanitaire va laisser les mains libres au patronat pour organiser à sa guise le temps de travail. L'article 7 autorise le gouvernement à légiférer par ordonnances pendant trois mois « en matière de droit du travail, de droit de la sécurité sociale et de droit de la fonction publique ».

Les activités économiques et industrielles non essentielles sont maintenues et les intérimaires sont aujourd'hui en première ligne...

L'avidité des capitalistes vaut plus que la vie d'un travailleur de Renault-Cléon, assassiné par les patrons de l'automobile. Il faut exiger l'arrêt immédiat des productions non essentielles avec maintien intégral du salaire !

Outre l'instauration des contrôles policiers, de la fermeture des frontières, l'État instrumentalise la crise sanitaire pour renforcer sa politique sécuritaire et autoritaire dans les lieux de privations de liberté comme les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les centres de rétention administrative où les personnes sont contraintes de prolonger leur détention.

Des mesures liberticides qui tombent à pic au regard des fortes mobilisations de ces dernières années et qui pourraient servir de laboratoire pour les séquences à venir et être pérennisées.

## Résistance et organisation

L'urgence du moment, c'est aussi de continuer à faire de la politique, car plus grave que le coronavirus, il y a le capitalisme. Le 12 mars, Macron affirmait qu'il fallait « dépenser sans compter » pour sortir de la crise. Nous refusons de payer cette crise ! C'est aux grandes entreprises, aux plus riches de financer les mesures d'urgences sanitaires et sociales en prenant sur les profits :

- Production de masse de masques, des tests, de respirateurs...
- Arrêt de toutes les productions non indispensables, droit de retrait sans condition, sans perte d'emploi et de salaire ;
- Augmentation immédiate des budgets hospitaliers ;
- Réquisition des entreprises de la santé et des cliniques privées.

À nous de prendre nos affaires en main, d'organiser un confinement solidaire basé sur l'entraide. À nous de réinventer et de développer de nouveaux modes d'actions, de communication et de solidarités, de penser l'auto-organisation qui serait la base d'une société socialiste.